



SITUATION EN FRANCE

MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ INSTITUANT DES CENTRES NATIONAUX DE RÉFÉRENCE

L'article 2 de l'arrêté du 18 avril 1972 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les Centres nationaux de référence sont de deux types.

1° Des laboratoires ayant pour mission :

- d'identifier les micro-organismes qui leur sont soumis par les laboratoires;
- de conserver et entretenir des souches prototypes de bactéries, virus ou autres agents pathogènes;
- de détenir des antisérums de référence.

2° Des centres de surveillance épidémiologique ayant pour mission, selon des programmes arrêtés en liaison avec le ministère chargé de la Santé :

- de recueillir et analyser les cas d'une ou plusieurs pathologies infectieuses définies;
- de surveiller la couverture immunitaire d'une population, générale ou particulière, protégée par un ou plusieurs vaccins.

ARRÊTÉ DU 22 JUIN 1984 fixant la liste des Centres nationaux de Référence pour la lutte contre les maladies transmissibles

Article premier. — La liste des Centres nationaux de Référence pour la lutte contre les maladies transmissibles est fixée ainsi qu'il suit pour une période de douze mois à compter de la date du présent arrêté :

Centre national des chlamydia
Laboratoire de bactériologie
et d'immunologie générale
Faculté de médecine d'Amiens
M^{me} le professeur ORFILA (Jeanne).

Centre national de la sérologie du paludisme
Laboratoire de pathologie exotique
Faculté de Médecine de Grenoble
M. le professeur AMBROISE-THOMAS (Pierre).

Centre national pour les bactéries anaérobies
Service des anaérobies, Institut Pasteur de Paris
M^{lle} le professeur SEBALD (Madeleine).

Centre national des listeria
Laboratoire de bactériologie
Faculté de médecine de Nantes
M. le professeur COURTIEU (André-Louis).

Centre national pour les bactéries
sporulées entomopathogènes
Laboratoire de lutte bactériologique
contre les insectes
Institut Pasteur de Paris
M^{lle} le professeur DE BARJAC (Huguette).

Centre national des brucelloses
Centre d'études sur la brucellose
et d'épidémiologie des maladies transmissibles
Institut de Biologie, Montpellier
M. le docteur OBERTI (Jean).
M^{me} le docteur ARNAUD (Christiane).

Centre national pour les légionelloses
Département d'épidémiologie bactérienne
Laboratoire national de la Santé, Lyon
M. le professeur FLEURETTE (Jean).

Centre national pour les leptospiroses
Laboratoire des leptospiroses
Institut Pasteur de Paris
M. le docteur MAILLOUX (Marcel).

Centre national de lysotypie entérique
Institut Pasteur, Paris
M. le docteur VIEU (Jean-François),
chef de laboratoire.

Centre national pour le méningocoque
et autres neisseria
Laboratoire de recherches de microbiologie
Institut de médecine tropicale
du service de santé des Armées, Marseille
M. le professeur PICQ (Jean-Jacques).

Centre national pour la peste, la tularémie
et autres pasteurelloses
Service d'écologie bactérienne
Institut Pasteur de Paris
M. le professeur MOLLARET (Henri).

Centre national des pneumocoques
Service de microbiologie du centre hospitalier
intercommunal de Créteil (94)
M. le docteur GESLIN (Pierre).

Centre national pour les rickettsiales
Laboratoire de diagnostic

virologique et rickettsiales
Institut Pasteur de Paris
M. le docteur EDLINGER (Ewald),
chef du laboratoire.

Centre national pour les entérobactéries
Institut Pasteur, Paris
M. le professeur LE MINOR (Léon).

Centres nationaux pour les staphylocoques :

a. Service de bactériologie médicale
Institut Pasteur de Paris
M^{lle} le docteur EL SOLH (Névine),
chef de laboratoire;

b. Département d'épidémiologie bactérienne
Laboratoire national de la Santé, Lyon
M. le professeur FLEURETTE (Jean).

Centre national pour les tréponématoses
Institut Alfred-Fournier, Paris
M. le docteur VAISMAN (Aron)
M^{me} le docteur PARIS-HAMELIN (Annette).

Centre national des maladies
sexuellement transmissibles
Institut Alfred-Fournier, Paris
M. le docteur CATALAN (François).

Centre national pour les mycobactéries
Laboratoire de bactériologie
Faculté de médecine Pitié-Salpêtrière, Paris
M. le professeur GROSSET (Jacques).

Centre national pour le typage des streptocoques
Service de bactériologie médicale
Institut Pasteur, Paris
M^{me} le docteur HORAUD (Théa),
chef du laboratoire.

Centre national pour le typage des vibrions
Service du choléra et des vibrions

Institut Pasteur, Paris
M. le professeur DODIN (André).

Centre national pour la sensibilité des bactéries
aux antibiotiques et les plasmides de résistance
Service de bactériologie médicale
Institut Pasteur de Paris
M. le docteur COURVALIN (Patrice),
chef de laboratoire.

Centre national pour les arbovirus
Service d'écologie virale
Institut Pasteur de Paris
M. le professeur HANNOUN (Claude).

Centre national pour les entérovirus
et hépatite virale A
Département d'épidémiologie virale
Laboratoire national de la Santé, Lyon
M^{me} le professeur AYMARD (Michèle).

Centres nationaux de la grippe :
a. Service d'écologie virale
Institut Pasteur de Paris
M. le professeur HANNOUN (Claude)
M^{lle} le docteur THIBON (Monique),
chef de laboratoire;

b. Département d'épidémiologie virale
Laboratoire national de la Santé, Lyon
M^{me} le professeur AYMARD (Michèle).

c. Institut Pasteur de la Guyane
M. le docteur ROBIN (Yves).

Centre national des hépatites virales B,
et non A non B
Centre national de transfusion sanguine de Paris
M. le professeur SOULIER (Jean-Pierre)
M^{me} le docteur COURROUCE (Anne-Marie).

Centre national de la rage
Service de la rage

Institut Pasteur de Paris
M. le professeur SUREAU (Pierre).

Centre national pour les mycoses humaines
et les antifongiques
Service de mycologie médicale
Institut Pasteur de Paris
M. le professeur DROUHET (Édouard).

Centre de référence de la chimiorésistance
du paludisme
Institut Léon-M'Ba, hôpital Claude-Bernard
M. le professeur COULAUD
Institut Pasteur de Cayenne, Guyane
M. le professeur ROBIN.

Centre de référence des orthopox-virus
du groupe I
Laboratoire national de la Santé
M. le docteur CHIPPAUX (Alain).

Centre de référence du Sida
Institut Léon-M'Ba
Hôpital Claude-Bernard
M. le professeur COULAUD.

Centre de référence des maladies d'importation
Institut Santé et Développement
Université des Cordeliers, Paris
M. le professeur GENTILINI.

Centre de référence des vaccins et vaccinatifs
de l'enfant
Centre international de l'enfance
M^{me} FILLASTRE, château de Longchamp.

Article 2. — Le Directeur général de la Santé est
chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera
publié au *Journal officiel* de la République fran-
çaise.

LE POINT SUR...

ÉPIDÉMIOLOGIE ET PROPHYLAXIE DE LA RAGE HUMAINE EN FRANCE EN 1983

Le rapport 1983 concerne l'activité de 49 sur
59 centres antirabiques agréés.

Le nombre de personnes qui ont consulté l'un des
centres antirabiques en 1983 pour une exposition
au risque de contamination par morsure, griffure
ou léchage ou contact avec un animal suspect de
rage ou enrégé est de 13 587 (tableau 1).

Ce nombre est certainement au-dessous de la réa-
lité. En effet, on peut penser que bien souvent les
personnes mordues, soit simplement ne consul-

tent pas, ou bien que le médecin qu'elles ont
consulté (à l'hôpital ou en pratique privée) peut de
lui-même mettre en œuvre, seul ou avec le vétéré-
naire local, les mesures de police sanitaire : mise
sous surveillance vétérinaire de l'animal mordeur.
Entre ces 13 000 consultants recensés et les
500 000 morsures annuellement mentionnées
par le Syndicat des assurances, il est difficile de
situer la réalité.

Le sexe masculin est plus souvent exposé (8 188)
que le sexe féminin (5 221); rapport : 1,6/1.

Plus de 50 % de sujets exposés (7 415/13 587)
ont moins de 30 ans.

Sur un total de 13 587 consultants, 389 (2,9 %)
ont été exposés au risque en dehors du territoire
national métropolitain, dont plus de la moitié
(205) en Afrique du Nord.

Ces consultants ne devraient pas avoir été inclus
dans les statistiques.

Ils seront traités à part dans le prochain bulletin.

Tableau 1. — Répartition selon l'âge et le sexe (janvier à décembre 1983) — Consultants
(Nombre de consultants : 13 587 — Nombre de traitements : 6 614)

Sexe	Age	0 à 9 ans	10 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	Supérieur à 80 ans	Non précisé	Total
Masculin		1 386	1 647	1 455	1 337	804	743	373	173	42	228	8 188
Féminin		953	1 061	816	709	509	505	270	189	57	152	5 221
Non précisé		37	33	27	18	12	5	9	1	—	36	178
Totaux		2 376	2 741	2 298	2 064	1 325	1 253	652	363	99	416	13 587

Animaux en cause (tableau 2)

Si les renards constituent près de 80 % (75,8) des animaux confirmés enrégistrés au laboratoire (voir statistique du Centre de Nancy), et les chiens et chats seulement 6,8 %, ce sont cependant ces carnivores domestiques que l'on trouve le plus souvent à l'origine des contaminations : 11 010 cas, soit 81 %, alors que les renards ne sont en cause directement que dans 4,25 % et les herbivores domestiques dans 8,41 % (tableau 2).

Par conséquent, si la vieille « rage des rues », la rage canine qui existait en France au temps de Pasteur et qui sévit encore dans bien des villes d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine, a disparu de France pour faire place à la rage sauvage (comme aux États-Unis d'Amérique et au Canada, ainsi que dans les pays d'Europe sauf la Turquie), ce sont cependant les chiens et chats qui représentent encore en France le principal facteur d'exposition humaine au risque de contamination.

Ce rôle néfaste pourrait être diminué facilement et rapidement par l'application de mesures simples (et légales) telles que la tenue en laisse, le port d'une muselière, l'identification par le port d'un collier et évidemment la vaccination prophylactique de ces animaux.

Remarquons que si le nombre de chats confirmés enrégistrés par le laboratoire est 2,3 fois supérieur à celui des chiens (127 contre 55 en 1983), les expositions au risque par morsures de chiens sont 3,3 fois supérieures aux morsures par chats (8 475 contre 2 535 en 1983).

Les statistiques montrent que les individus de moins de 30 ans sont plus exposés au risque de contamination par les chiens et chats, alors que les adultes de plus de 20 ans sont plus exposés que les enfants et adolescents au risque de contamination par les herbivores domestiques et par les renards.

L'exposition à la contamination par des carnivores domestiques chiens et chats est en recrudescence pendant les mois d'été (juin-juillet et août). Ce qui justifie pleinement la mesure qui vient d'être prise par les autorités d'exiger la vaccination préventive des chiens et chats pour être admis dans les campings et Centres de vacances.

Le nombre de traitements présents a été en 1983 de 6 614, soit 48,7 % des consultants, avec un rapport masculin/féminin de 1,5/1 et plus de 50 % des vaccinés (3 663/6 614) âgés de moins de 30 ans.

Le pourcentage de sujets traités après contamination à l'étranger est de 4,7 % (308/6 614) dont plus de la moitié (162) pour contamination en Afrique du Nord.

Les pourcentages des diverses espèces animales en cause à l'origine des traitements antirabiques sont comparables à ceux vus pour les consultants : 73,3 % pour les chiens et chats contre 5,1 % pour les renards, et 14 % pour les herbivores domestiques.

Les traitements après morsure de chien sont 1,8 fois plus fréquents que ceux après morsure de chat.

Comme pour les consultations, les mises en traitement après morsures par chiens et chats sont plus fréquentes en juin-juillet et août.

Globalement, pour l'ensemble des Centres dont les rapports ont été analysés les traitements ont été institués pour les raisons suivantes.

- Pour 4 850 morsures de chiens et chats :
 - 2 692 = 55,5 % disparus;
 - 1 160 = 23,9 % positifs (clinique ou labo);
 - 978 = 20,2 % négatifs (clinique ou labo) : traitements arrêtés ou suspendus.
- Pour 924 « morsures » par herbivores domestiques :
 - 95 = 10,3 % disparus;
 - 758 = 82,0 % positifs;
 - 71 = 7,7 % négatifs.

- Pour 335 « morsures » de renards :
 - 99 = 29,6 % disparus;
 - 221 = 66,0 % positifs;
 - 15 = 4,4 % négatifs.

Modalités du traitement (tableau 3)

- Sur 6 607 « traitements » analysés :
 - 5 787 = 85,6 % ont été réalisés avec le vaccin seul;
 - 597 = 9,0 % avec association vaccin et sérum (humain 88,3 % des cas);
 - 223 = 3,4 % avec sérum seul (généralement traitements interrompus dont 149 au Centre de Nancy [page 22] = 66,8 %).

Le vaccin préparé sur cultures diploïdes humaines (vaccin Mérieux) a été le plus généralement utilisé en France en 1983 (93,9 %).

Le vaccin préparé sur cerveau de souriceau nouveau-né (I.P.P.) dans seulement 4,3 %. Il ne devrait plus être utilisé en 1984, et remplacé par le vaccin produit par I.P.P. sur cultures de cellules de rein de fœtus bovin, utilisé seulement dans 1,75 % des traitements en 1983.

- Pour les traitements par le vaccin seul (5 794) :
 - 2 882 = 49,7 % animaux disparus;
 - 2 070 = 35,7 % animaux positifs;
 - 842 = 14,6 % animaux négatifs.
- Pour l'association séro-vaccinale (597) :
 - 306 = 51,30 % animaux disparus;
 - 171 = 28,6 % animaux positifs;
 - 120 = 20,1 % animaux négatifs.
- Pour le sérum seul (230) :
 - 74 = 32,2 % animaux disparus;
 - 1 = 0,5 % animal positif;
 - 155 = 67,3 % animaux négatifs (dont 149 à Nancy) : traitements suspendus.

Tableau 2. — Espèce animale à l'origine de la contamination (de janvier à décembre 1983)

Espèce	Morsures	Griffures, léchages	Contacts	Non précisé	Total
Chien	6 761	1 493	—	221	8 475
Chat	1 293	1 157	—	85	2 535
Bovin	2	443	—	31	476
Ovin	1	266	—	11	278
Caprin	1	37	—	2	40
Équin	38	292	—	17	347
Porcin	3	—	—	—	3
Lapin	32	12	—	—	44
Volaille	—	12	—	5	17
Furet	9	—	—	—	9
Humain	1	2	—	—	3
Chauve-souris	3	2	—	—	5
Singe	24	4	—	—	28
Renard	51	492	—	35	578
Blaireau	3	20	—	—	23
Hermine	—	2	—	—	2
Belette	23	2	—	—	25
Putois	4	5	—	—	9
Fouine	19	42	—	9	70
Martre	3	5	—	—	8
Chat sauvage	2	3	—	—	5
Sanglier	5	10	—	—	15
Cerf	—	9	—	—	9
Chevreuil	—	58	—	1	59
Lapin de garenne	1	2	—	1	4
Lièvre	2	7	—	4	13
Rongeurs	298	33	—	3	334
Divers	15	24	—	6	45

Tableau 3. — Nombre de traitements (de janvier à décembre 1983)

	Complet	Arrêté	Abandonné	Totaux
Sérum seul :				
— animal	1	32	2	35
— humain	1	167	20	188
Vaccin seul	4 711	796	280	5 787
Sérovaccinal :				
— animal	44	20	6	70
— humain	424	73	30	527
Totaux	5 181	1 088	338	6 607

	Nombre de consultants	Animaux examinés (en %)
--	-----------------------	-------------------------

8 de ces centres sont situés en zone infectée :

Besançon	1 038	84,4
Strasbourg	911	84,74
Metz	820	45,61
Nancy	754	47,88
Belfort	686	81,34
Dijon	684	73,69
Reims	597	60,47
Grenoble	581	66,78

2 centres sont situés en bordure de zone infectée :

Paris	1 354	54,58
Lyon	644	52,49

3 centres sont situés en zone non infectée :

Nice	409	82,89
Le Havre	391	53,2
Orléans	341	85,43

Le diagnostic (positif ou négatif) de la rage chez les animaux à l'origine de la contamination, par la mise sous surveillance vétérinaire et/ou par les examens de laboratoire, ce qui est d'une importance capitale pour les indications du traitement, a été obtenu dans un pourcentage très satisfaisant de cas, généralement supérieur à 50 % et dépassant souvent 70 %.

Ceci prouve le bon fonctionnement et l'efficacité des services vétérinaires et des laboratoires de diagnostic dont la collaboration est indispensable à une prophylaxie de la rage chez l'homme qui ne saurait se faire « à l'aveuglette ».

15 centres ont pris en traitement antirabique plus de 150 personnes dans l'année (total : 4 989, soit 75 % du nombre total de traitement : 6 614).

Cas déclarés pour certaines maladies transmissibles

Période du 9 au 15 juillet

RÉGIONS	DÉPARTEMENTS	POPULATION EN 1982 (en milliers)	Typhoïdes et paratyphoïdes	Shigellose	Méningite à méningocoques	Bucellose	Tétanos	Tuberculose	Toxi-infection alimentaire collective	RÉGIONS	DÉPARTEMENTS	POPULATION EN 1982 (en milliers)	Typhoïdes et paratyphoïdes	Shigellose	Méningite à méningocoques	Bucellose	Tétanos	Tuberculose	Toxi-infection alimentaire collective
ALSACE	67 - Rhin (Bas-)	915 676								LIMOUSIN	19 - Corrèze	241 448							
	68 - Rhin (Haut-)	650 732						1			23 - Creuse	139 968						2	
	Total	1 566 048						1			87 - Vienne (Haute-)	355 737							2
AQUITAINE	24 - Dordogne	377 356								LORRAINE	Total	737 153							
	33 - Gironde	1 127 546						3			54 - M.-et-Mos.	716 846							
	40 - Landes	297 424									55 - Meuse	200 101							
	47 - Lot-et-Garonne	298 522	1					2			57 - Moselle	1 007 189			4				
	64 - Pyrénées-Atlant.	555 670									88 - Vosges	395 769							
	Total	2 656 518	1					5			Total	2 319 905			4				
AUVERGNE	03 - Allier	369 580								MIDI - PYRÉNÉES	09 - Ariège	136 443	5			2		1	
	15 - Cantal	162 838									12 - Aveyron	278 654							
	43 - Loire (Haute-)	205 895	1		1						31 - Garonne (Hte-)	824 501						1	8
	63 - Puy-de-Dôme	594 365	2		1			1			32 - Gers	174 154							
	Total	1 332 678	3		2			1			46 - Lot	154 533						1	
BOURGOGNE	21 - Côte-d'Or	473 548			1						65 - Pyrénées (Htes-)	227 922							
	58 - Nièvre	239 635						2			81 - Tarn	339 345				1		2	
	71 - Saône-et-Loire	571 852						5			82 - Tarn-et-Gar.	190 485							
	89 - Yonne	311 019			1			18			Total	2 326 037	5			3		5	8
	Total	1 596 054			2			25		NORD - PAS-DE-CALAIS	59 - Nord	2 520 526			2			37	
BRETAGNE	22 - Côtes-du-Nord	538 869						2			62 - Pas-de-Calais	1 412 413	1		4				
	29 - Finistère	828 364						2		NORMANDIE (BASSE-)	Total	3 932 939	1		6			37	
	35 - Ille-et-Vilaine	749 764			1			3			14 - Calvados	589 559							
	56 - Morbihan	590 889									50 - Manche	465 948						3	
	Total	2 707 886			1			7		NORMANDIE (HAUTE-)	61 - Orne	295 472						3	
CENTRE	18 - Cher	320 174		1				2			Total	1 350 979						2	
	28 - Eure-et-Loir	362 813						1			27 - Eure	462 323				1		12	
	36 - Indre	243 191	1		1					PAYS DE LA LOIRE	76 - Seine-Maritime	1 193 039				1		14	
	37 - Indre-et-Loire	506 097									Total	1 655 362							
	41 - Loir-et-Cher	296 220									44 - Loire-Atlant.	995 498						4	
	45 - Loiret	535 669									49 - Maine-et-Loire	675 321						2	
CHAMPAGNE - ARDENNE	Total	2 264 164	1	1	1			3			53 - Mayenne	271 784						1	
	08 - Ardennes	332 338								PICARDIE	72 - Sarthe	504 768			1				
	10 - Aube	289 300			1			2			85 - Vendée	483 027						2	
	51 - Marne	543 627						1			Total	2 930 398			1			9	
	Total	1 345 935			1			3			02 - Aisne	533 970						1	
CORSE	2 B - Corse (Haute-)	102 800				1		1		POITOU - CHARENTES	60 - Oise	661 781							4
	2 A - Corse-du-Sud	127 200									80 - Somme	544 570							5
	Total	230 000						1			Total	1 740 321							2
FRANCHE - COMTÉ	25 - Doubs	477 163									16 - Charente	340 770				1			8
	39 - Jura	242 925	1				1	1		PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR	17 - Charente-Mar.	513 220			1				
	70 - Saône (Haute-)	231 962									79 - Sèvres (Deux-)	342 812						1	
	90 - Terr. de Belfort	131 999						2			86 - Vienne	371 428			1			4	
	Total	1 084 049	1				1	3			Total	1 568 230			2	1		7	
ÎLE-DE-FRANCE	75 - Paris (Ville)	2 176 243		3	1			33		RHÔNE - ALPES	04 - Alpes-Hte-Prov.	119 068							1
	77 - Seine-et-Marne	886 918						1			05 - Alpes (Hautes-)	105 070							1
	78 - Yvelines	1 196 111						6			06 - Alpes-Marit.	881 198			3				
	91 - Essonne	988 306						22			13 - B.-du-Rhône	1 724 199			2			24	
	92 - Hauts-de-Seine	1 387 039						19	3		83 - Var	708 331			2				
	93 - Seine-St-Denis	1 324 301	1		2			82			84 - Vaucluse	427 343			2			1	
	94 - Val-de-Marne	1 193 655						4			Total	3 965 209			9			27	
	95 - Val-d'Oise	920 587						2			01 - Ain	418 518							
	Total	10 073 160	1	3	3			169	3		07 - Ardèche	267 970	1						
LANGUEDOC - ROUSSILLON	11 - Aude	280 686									26 - Drôme	389 781							
	30 - Gard	530 478						1			38 - Isère	936 771						4	
	34 - Hérault	706 499						3			42 - Loire	739 521							
	48 - Lozère	74 294									69 - Rhône	1 445 208	1						
	66 - Pyrénées-Orient.	334 557						1			73 - Savoie	323 675							
	Total	1 926 514						5			74 - Savoie (Haute-)	494 505						2	
FRANCE OUTRE-MER	971 - Guadeloupe									TOTAL DE LA PÉRIODE			15	4	32	6	1	338	19
	972 - Guyane									FRANCE MÉTROPOLITAINE TOTAL : 54 334 871	28 premières semaines de 1984		207	78	549	191	40	6 685	266
	973 - Martinique							7			28 premières semaines de 1983		258	100	602	269	54	8 297	686
	974 - Réunion			1				2											

Responsable de la publication : D^r Elisabeth BOUVET
 Rédaction : D^{rs} Michelle BRUAIRE et Christine JESTIN
 Conception : BERNARD RIGAUD-CONSEIL, 64000 Pau

Direction générale de la Santé
 Sous-direction de la Prévention générale et de l'Environnement
 Bureau 1 C : 1, place Fontenoy, 75700 Paris - Tél. : (1) 567.55.44

Pour recevoir un abonnement, il suffit de s'adresser à la rédaction